

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Le scandale des déchets de la marée noire



Près de 10 000 mètres cubes de déchets non-brûlables de la marée noire récupérés sur les côtes bretonnes vont être stockés sur un terrain, à Donges, en Loire-Atlantique. Ce terrain d'une surface de deux hectares sera creusé de cinq compartiments de 1,50m de profondeur, tapissée d'argile et de sable.

dans une fosse de 40 000 m², à Trégastel, dans les Côtes-du-Nord.

Les autorités du plan Polmar ont par ailleurs annoncé l'abandon du projet de construction d'une station d'incinération à Brest. Sa construction avait été annoncée il y a deux semaines.

avaient connu les mêmes procédés de stockage, sous la même haute-main du ministre Bécam. Il y avait eu

infiltration de mazout dans le sable, la terre et les nappes d'eaux souterraines, à chaque fois.

Bluff à Londres

L'Organisation maritime consultative inter-gouvernementale (OMCI) a approuvé à Londres l'essentiel des propositions françaises sur les couloirs de navigation dans la Manche, dans le but d'éviter de nouvelles marées noires.

Les couloirs de navigation ont été reculés des côtes. Mais quelle autorité a véritablement le gouvernement sur les pétroliers ? Il se refuse à prendre les mesures qui s'imposent pour

faire respecter la loi.

Prenons l'exemple du dégazage. Un navire qui dégaze en mer et pollue gravement, « risque » une amende d'environ deux millions. Or, un dégazage au port coûte 10 millions, cinq fois plus cher que l'amende ! Un navire peut polluer cinq fois pour le prix d'un dégazage légal.

Autant dire que ce qui fut décidé à Londres et qui est du même genre, n'est qu'un bluff !

14 000 tonnes de résidus stockées à l'heure actuelle sur le navire « Sovereign Star » vont être transférées dans une autre aire de stockage à même le sol, dans le port de Brest et la zone industrielle portuaire :

Que ces fosses soient recouvertes d'un fil de plastique ou d'une couche d'argile, cela ne peut en aucun cas empêcher l'infiltration, la décomposition rapide et donc la pollution du sol après celle de la mer.

Ces résidus seront traités à la chaux sauf une partie d'entre eux qui sera stockée

Et cela le gouvernement, responsable de ces mesures de stockage, le sait. Les marées noires précédentes

Le parlement

approuve Barre

Le Parlement a approuvé la déclaration de politique générale de Barre par 260 voix contre 197 et deux abstentions. Ce n'est bien sûr pas une surprise, la droite a voté pour la gauche a voté contre.

Les 86 députés du PCF ont voté contre. 111 des 113 députés du PS ont aussi voté contre Barre, les deux autres étant non-votants. Sur 154 députés RPR (gaullistes), 143 ont voté pour le plan Barre, 10 autres étant non-votants. L'UDF a 124 députés, 107 d'entre eux ont voté pour Barre, les 17 autres étant non-votants.

Les non-votants exclus du vote pour des raisons diverses, leur appartenance au gouvernement par exemple. Nous poursuivons, page 3, l'analyse de ce troisième plan Barre.

Editorial

Il y a trois ans, le peuple du Kampuchéa se libérait

Il y a trois ans, le 17 avril 1975, le Cambodge devenait indépendant, après une longue lutte de libération nationale contre l'impérialisme français puis l'impérialisme américain.

Jeudi dernier, nous étions un millier à la Mutualité, à Paris, pour saluer cet événement. Depuis la première heure en effet les marxistes-léninistes se sont trouvés aux côtés du peuple cambodgien dans sa lutte pour l'indépendance.

Déjà à cette époque, les impérialistes crachaient leur venin sur ce petit peuple asiatique qui combattait en comptant sur ses propres forces, dirigé contre son parti communiste, le Parti communiste du Kampuchéa.

L'impérialisme français mais aussi le social-impérialisme russe avaient une ambassade à Phnom-Penh et entretenaient de bons rapports avec le fasciste Lon Nol, traître vendu au gouvernement américain.

Quoi d'étonnant qu'aujourd'hui encore, les campagnes de presse se succèdent contre ce petit pays qui a jeté sa victoire à la figure de l'impérialisme et de la bourgeoisie mondiale. Une superpuissance comme les USA ou l'URSS, un pays impérialiste comme la France ne peuvent accepter que huit millions d'hommes tiennent en échec puis réduisent à néant une des armées agressives les plus fortes du monde, celle des USA.

Ils ne peuvent accepter que ce petit peuple se relève des plaies d'une guerre sans merci, qu'il édifie un Kampuchéa démocratique, pacifique, prospère, libre et heureux en comptant sur ses propres forces.

Ils ne peuvent accepter que le Kampuchéa démocratique ferme ses portes aux gouvernements qui, hier, le poignardaient dans le dos, condamnaient sa lutte et soutenaient l'ennemi américain. Ils ne peuvent accepter que ce petit pays entretienne de bonnes relations d'amitié avec tous les peuples du monde, avec les mouvements de libération nationale, les pays non-alignés et la Chine socialiste.

Voilà pourquoi les calomnies pleuvent : témoignages mensongers, campagnes de presse, de radio et de télévision, tout est bon pour donner du Kampuchéa démocratique l'image contraire de ce qu'il est. Qu'en France, cette campagne soit alimentée par des journaux comme l'Aurore, mais aussi par la bave du crapaud Vidal dans l'Humanité, n'est pas étonnant.

Le Kampuchéa démocratique est en effet l'exemple même de ce qu'est cette force révolutionnaire des peuples qui sous la direction d'un parti authentiquement communiste peut venir à bout des pires ennemis, les impérialistes américains, russes ou français. Voilà qui dérange aussi bien nos bourgeois de droite que de gauche.

Quant à nous, nous remercions le peuple du Kampuchéa de cette magnifique preuve de la vitalité des idées révolutionnaires qu'il nous a données. Notre peuple sera toujours aux côtés du peuple du Kampuchéa, notre amitié se renforcera.

TURQUIE

Plusieurs attentats à la bombe ont eu lieu ces derniers jours à Ankara, causant d'importants dégâts matériels et faisant de nombreux blessés.

Bien que les auteurs de ces attentats n'aient pas été identifiés, il n'est pas difficile d'y voir la main de ces commandos d'extrême-droite qui ont déjà fait plus d'une centaine de victimes depuis le début de l'année.

Ils veulent ainsi provoquer un climat d'insécurité et mettre en difficulté le gouvernement Ecevit, formé en janvier. Ce dernier, qui avait inscrit à son programme la lutte contre « l'anarchie politique », n'a pris encore aucune mesure conséquente pour mettre fin à ces agissements criminels.

FAMINE EN
INDONÉSIE
PLUS DE 50 MORTS

Au moins 52 personnes sont mortes de faim dans quatre villages isolés de l'île centrale de Flores, à l'Est de Bali, rapporte samedi le journal « Sinar Harapan ».

Environ 5 000 adultes et 1 000 enfants sur les 15 000 habitants de la région souffrent de malnutrition et de maladies. La famine règne dans cette région à la suite de la destruction des récoltes depuis 1968, dues aux pluies torrentielles enregistrées depuis cette année-là.

ÉRYTHÉE
DÉBUT DE L'OFFENSIVE
ÉTHIOPIENNE

Les forces régulières et la milice éthiopiennes ont lancé mercredi une offensive en Érythrée, a annoncé un journaliste de la radio officielle d'Addis-Abeba.

Depuis plusieurs semaines déjà, les combattants érythréens s'attendaient à l'offensive éthiopienne, soutenue par les forces cubaines dont le nombre ne cesse de s'accroître. Cela semble donc chose faite maintenant. Mais cette attaque risque fort de rencontrer une résistance particulièrement vive, le peuple érythréen s'étant préparé de longue date.

● SALT 2

C'est reparti pour un tour

Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, est arrivé à Moscou pour reprendre, pendant trois jours, les interminables et stériles négociations engagées avec l'URSS sur la limitation des armements stratégiques, connues sous le nom de « Salt 2 ».

Ces négociations sont dans l'impasse depuis la première visite de Cyrus Vance à Moscou en mars 1977. A cette date, Brejnev avait haussé le ton, exigeant toujours plus de concessions de la superpuissance américaine sans rien offrir en échange, et Vance était rentré les mains vides.

Cette fois encore, tout en avouant que les négociations s'avèrent « complexes et difficiles », Vance y est allé du couplet habituel sur cette « étape importante dans les efforts des États-Unis et de l'URSS en vue de parvenir à un équilibre stable sur le plan stratégique et sur celui de

la paix et de la stabilité dans le monde ».

Mais les peuples du monde comprennent de mieux en mieux que leur sécurité et la paix auxquelles ils aspirent ne dépendent pas des marchandages atomiques des deux superpuissances. Ils savent aussi que, pendant qu'on les berce ainsi de paroles trompeuses, l'arsenal conventionnel et nucléaire des deux supergrands ne cesse de s'agrandir et les menace directement.

Une nouvelle fois, Russes et Américains vont s'affronter autour d'un tapis vert sur le développement de nouvelles fusées, le déploiement des missiles croisières américains en Europe et celui des bombardiers soviétiques « Backfire ».

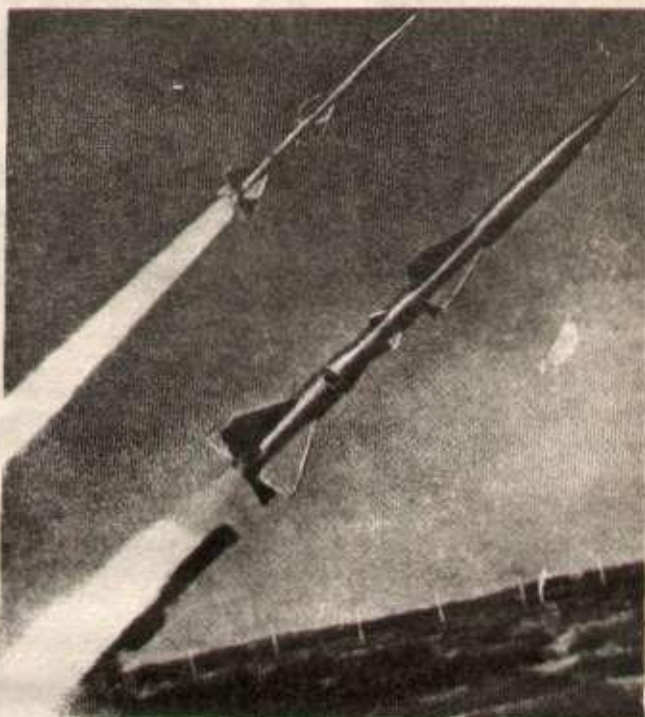
L'ordre du jour des discussions prévoit aussi d'évoquer les terrains où s'affrontent déjà, de manière indirecte, les deux superpuissances : le Proche-

Orient et l'Afrique. Quelques bonnes paroles seront échangées sur les intentions pacifiques réciproques, quelques accusations aussi sur la mauvaise foi du partenaire.

Pour la première fois, un militaire soviétique de haut rang participe à ces discussions. Il s'agit du maréchal Nikolaï Ogarkov, Premier-vice ministre de la Défense et chef d'état-major des forces armées de l'URSS. Sa présence indique aussi que le marchandage se fera plus âpre et plus serré. L'URSS attache, en effet, beaucoup de prix à la signature de ces chiffons de papier dont elle ne tient aucun compte, mais qui lui servent à endormir la vigilance des peuples.

Pendant ce temps, elle continue, un peu partout dans le monde, à allumer et à entretenir des brûlots qui lui permettent d'avancer dans ses projets d'agression, d'expansion et de subversion.

La décision du président Carter de retarder la fabrication à grande échelle de la bombe à neutrons risque donc de faire long feu.



Une nouvelle fois, Russes et Américains s'affrontent autour d'un tapis vert, sur le développement des nouvelles fusées.

Pour un Zimbabwe
indépendantQuelles
concessions
possibles ?

Le week-end dernier s'est tenue, à Dar Es Salam, une conférence entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, d'une part et le Front patriotique d'autre part. Le but : trouver un point d'accord pour aboutir à une indépendance réelle du Zimbabwe (Rhodésie actuelle). Ce que les Américains et les Britanniques veulent, c'est le décret d'un cessez-le-feu avant que tout le pays soit aux mains du Front patriotique. Ce dernier est d'accord pour qu'il y ait un cessez-le-feu afin que cesse de couler le sang du peuple, mais pas à n'importe quel prix.

Eddison Zvobgo, chargé des relations publiques de la ZANU (une des composantes du Front) a expliqué la position du Front patriotique à ce sujet : un cessez-le-feu ne pourra intervenir qu'une fois que la formation d'un conseil du gouvernement sera définie et qu'il aura été décidé que le Front y sera majoritaire.

Le Front propose con-

crètement que huit sièges lui soient accordés au sein du conseil et que trois soient donnés à Smith et les trois Noirs qui ont conclu avec lui un accord de règlement interne qui ne remet pas en cause la domination fasciste et raciste d'une minorité blanche. Un douzième siège reviendrait au commissaire-résident, désigné par la Grande-Bretagne, Lord Carver.

Eddison Zvobgo a déclaré que ces chiffres sont négociables mais que le Front patriotique ne ferait aucune concession concernant le fait qu'il soit majoritaire, vu qu'il représente la majorité de la population.

Le Front estime également que la police et l'armée du Zimbabwe indépendant devront être, elles aussi, sous la direction du Front et qu'il était inconcevable que les deux appareils qui ont tué, massacrés, torturé le peuple restent en place.

Espagne

Abolition de la peine
de mort

Tout le monde en parle : la peine de mort doit être abolie en Espagne. Le gouvernement a décidé de remplacer la peine capitale par quarante années de réclusion criminelle. Le texte sera prochainement soumis aux Cortès et fort probablement adopté.

Durant la période franquiste, ce sont des milliers de prisonniers politiques qui ont été exécutés, et le plus souvent par l'atroce méthode du garrot, digne des plus beaux temps de l'Inquisition (un garrot était serré autour du cou du condamné à mort afin de lui briser les vertèbres cervicales). Les derniers condamnés ont été, en 1975, trois militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique) et de l'ETA (mouvement séparatiste basque). Tout cela est aboli, c'est vrai, mais il n'en reste pas moins que ceux qui osent se révolter contre l'État capitaliste continuent et continueront encore à tomber sous le coup de la police et de l'armée.

Rappelons qu'il y a moins de deux semaines, une jeune femme a été tuée par la police lors d'une manifestation de travailleurs en grève à Vigo en Galice.

Il est une autre loi dont on parle beaucoup moins, elle aussi, va passer devant les Cortès, le Parlement espagnol. Elle est appelée « moyens d'investigation de délits commis par des bandes ou des groupes armés » ou encore loi antiterroriste. Elle consiste en diverses mesures :

— Les personnes impliquées dans ce genre de délit (mais où est la limite ?) pourront être détenues plus de 72 heures avant d'être remises aux autorités judiciaires.

— Les perquisitions sans mandat préalable seront autorisées.

— Le ministre de l'Intérieur est habilité à lire le courrier et à procéder à des écoutes téléphoniques à l'égard des personnes « soupçonnées d'être en relation » ou d'appartenir à des groupes armés.

Le fascisme n'est plus là mais la bourgeoisie espagnole se réserve le droit de réprimer en se donnant des garanties légales. Si l'Espagne est aujourd'hui une démocratie bourgeoise, il ne faut pas oublier que ce n'est qu'une autre forme de dictature de la bourgeoisie.

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

A lire dans « La Chine en construction »

« LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION »
(Numéros de mars et avril)

« L'ENSEIGNEMENT AUJOURD'HUI
EN CHINE »
(Numéro d'avril)

Le numéro : 1,90 F

L'abonnement d'un an : 19 F

Pour tout renseignement, écrire à E-100 - 24, rue
Philippe de Girard 75010 - Paris.



La France en guerre au Tchad

Alors que le lieutenant-colonel Wadal Abdelkader, ministre tchadien des Affaires étrangères et de la Coopération, est arrivé à Paris, les troupes françaises poursuivent dans le Tchad même, les combats contre les patriotes.

Deux soldats français ont été tués, selon un communiqué officiel du gouvernement, lors des combats qui se sont déroulés autour de Salal. Des renforts militaires français ont d'ailleurs été envoyés au Tchad, des parachutistes et des légionnaires, semblerait-il.

La guerre que le gouvernement français mène au Tchad avec le gouvernement de ce pays est une guerre civile. L'objectif militaire et politique du gouvernement français est de combattre les patriotes tchadiens.

L'opération militaire

française contre le poste de Salal, tenu par une branche du Frolinat, depuis dimanche, s'est soldée jeudi par un nouvel échec. Par contre, une opération a été menée à bien par les combattants tchadiens contre le poste militaire de Arada.

La présence militaire française au Tchad est un fait inadmissible. C'est là un vestige du colonialisme français appelé à disparaître sous les coups du peuple tchadien. Ni les opérations militaires françaises, ni les renforts en troupes spécialisées ne peuvent changer quoi que ce soit à ce fait.

• Aulnay-Sous-Bois

(Seine-St-Denis)

Qu'en pense Mr Ballanger ?

« Le centre hospitalier d'Aulnay-sous-Bois recrute un ouvrier professionnel plombier, disposant d'un CAP, nationalité française de préférence... ». Tel est le contenu d'une petite annonce parue dans un journal publicitaire gratuit distribué à plus de 100 000 exemplaires dans la Seine-Saint-Denis.

Annnonce raciste, condamnable au terme même de la loi bourgeoise ; le choix d'un travailleur ne dépend pas, dans le texte de la loi, de la couleur de sa peau. Mais du texte à la réalité, la marge est large...

Petit détail qui n'est pas sans importance. Ballanger, député du PCF, est membre du conseil d'administration de l'hôpital d'Aulnay-sous-Bois. Ce racisme affiché ne semble pas le gêner.

Réunion du comité de Pau de l'UODP

Tous les mercredis à 20 h 30

Complexe de la République

Salle 301 - 3e étage

Pau - 64 000

FRANCE MUSIQUE
DIMANCHE 23 AVRIL
A 10 h 30

PREMIERE MONDIALE
EN DIRECT DE PÉKIN
RETRANSMISSION PAR SATELLITE
EN STÉRÉO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir l'orchestre symphonique de la société philharmonique centrale de Chine dirigé par Han Zhong-jie avec un soliste, le pianiste Lieou Che-kouen. Au programme :

- L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz

- La 3e symphonie « Héroïque » de Beethoven

- « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen

Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».

- « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

- * Aube sur le port, joie au travail
- * Venue du typhon, lutte contre les éléments
- * Après la tempête, la victoire
- * Continuons sur la lancée victorieuse.

Mettez-vous à l'écoute à 10 h 15. Une présentation sera faite avant le concert.

Rentrée parlementaire:

L'ouverture de Barre à Ceyrac et Chirac

Semblable dans ses grandes lignes aux deux précédents, le troisième plan Barre contient toutefois deux petits changements : une légère ouverture aux gaullistes de Chirac et une politique, toujours aussi favorable au grand patronat (Ceyrac), mais de manière encore plus ouverte.

Ceyrac demandait depuis longtemps une libéralisation des prix, une politique avec plus d'investissements et moins d'austérité. Pourtant, le grand patronat n'est pas de ceux qui ont eu à souffrir de l'austérité des deux gouvernements précédents.

PETITE CROISSANCE

« La recherche de la croissance la plus élevée possible » n'est pas une formule vraiment nouvelle dans le langage écono-

crise. Mais, à plusieurs reprises, Barre a, par allusions, critiqué la politique économique de relance (précisément) menée par Chirac quand il était Premier ministre.

LIBERTÉ DES PRIX

Beaucoup plus nette est la politique de liberté des prix industriels « progressive, mais irréversible » prônée par Barre, mercredi.

C'est un cadeau de taille au grand patronat monopoliste : elle s'accompagne d'un « ralentissement de la

laire !

PARTICIPATION

Barre n'a peur de rien, il innove comme un fou : vous vous souvenez du vieux gadget gaulliste de la participation des travailleurs, au lendemain de Mai 1968, de la « Nouvelle société » du Premier ministre Chaban ? Eh bien, dix ans après, Barre reprend la même idée nouvelle, morte dans l'œuf, il y a une décade !

Les cadres, au nom de la participation, pourraient bientôt entrer au conseil d'administration des grandes entreprises. Les autres salariés auront (Oh ! joie !) de « meilleures possibilités d'expression ».

Mais pour le reste ? Vous pourrez vous exprimer (dit Barre) mais de toute façon, sachez déjà que les salaires

rien. Tout se perd... déniement des valeurs, société de débauche et de luxure... Il n'y a plus de parents, plus d'enfants, plus de famille ! ».

Barre avait pris les devants. Partisan d'une politique qui se veut familiale, il concède aux gaullistes « l'instauration d'un revenu familial minimum en 1979 pour les familles de trois enfants, un statut social de la mère de famille et un régime d'assurance-vie obligatoire pour les veuves ».

EUROPE ET DÉFENSE

Enfin, dernière concession (relative) aux gaullistes : « Nos forces nucléaires seront maintenues au niveau d'efficacité et de crédibilité nécessaires. Nos



Le troisième plan Barre : une politique très favorable au grand patronat.

mique du Premier ministre. Il n'y a, cette fois-ci, qu'une plus grande insistance.

La formule, mise en valeur, donne satisfaction aux patrons, bien sûr, mais de façon vague : aucune précision sur les modalités concrètes de cette relance ; où s'arrête le seuil du « plus élevé possible » ?

C'est aussi un petit cadeau moral aux gaullistes, partisans d'une relance de l'économie par les investissements pour sortir de la

progression des revenus tout en assurant le maintien du pouvoir d'achat des Français ». Baisser les salaires pour maintenir le pouvoir d'achat, il faut oser le dire !

Pour les travailleurs donc, pas de changement, pas d'ouverture, pas de relance et pas de libéralisation : Barre, fidèle à lui-même ! Qui s'en étonnerait ? Liberté des prix et croissance profiteront aux monopolistes et à eux seuls : augmentation des profits mais pas des sa-

sont bloqués, que les prix libérés vont augmenter, etc.

FAMILLE

Debré a un métier assez particulier : il court après toutes les tribunes possibles et imaginables pour clamer, la mèche sur le front et le geste hystérique, qu'on ne pense pas assez à la famille et à l'honneur national. Le député gaulliste ne pouvait rater cette rentrée parlementaire. Il s'était dopé au maxiton. Discours enflammé : « Il ne reste plus

autres forces, et notamment notre marine de surface, seront renforcées et modernisées ».

Ces mesures sont prises au nom de l'indépendance nationale. De même, face aux gaullistes qui émettent plus que des réserves sur l'Europe unie, Barre promet que l'« Europe confédérale » qu'il veut ne s'opposera pas à cette même indépendance nationale ni à la priorité accordée par le gouvernement aux bonnes relations avec l'Allemagne de l'Ouest.

D'Elkabach à l'Humanité

Ceux que le Kampuchéa démocratique dérange

Mercredi soir, sur Antenne 2, nous avons pu voir le reportage récent réalisé par des journalistes yougoslaves au Kampuchéa. Entrecoupé de déclarations du camarade Pol Pot, ce film insistait particulièrement sur le développement de la production agricole et les grands travaux d'irrigation, il mettait aussi l'accent sur les transformations des rapports sociaux. Ce témoignage vivant nous montrait, certes, dans quelles conditions difficiles devait s'édifier la société nouvelle, mais il apportait un cinglant démenti à tous ceux qui,

depuis des mois, déversent leurs calomnies haineuses pour faire croire que le Kampuchéa est devenu un grand camp de concentration.

Elkabach ne pouvait supporter ça, aussi s'est-il empressé d'inviter pour commenter ces images une brochette d'anti-Cambodgiens patentés qui ont tenté d'interpréter abusivement certaines séquences, malgré les protestations du réalisateur Nikola Vitorovic. Utilisant une technique bien rodée, Elkabach coupait sans cesse la parole à Vitorovic qui, en fait, se trouvait en posi-

tion d'accusé sommé de se justifier.

Mais Elkabach a trouvé son maître : Jean-Emile Vidal qui, jeudi matin, dans l'« Humanité » devait se surpasser. Rendant compte de cette émission, il s'est livré à une attaque digne des pamphlets les plus anticomunistes de l'extrême-droite. A côté de lui, Elkabach ferait presque figure de journaliste honnête, lui qui fait dire par d'autres ce qu'il n'ose dire lui-même.

Au moment où le Kampuchéa démocratique fête son 3e anniversaire, alors

que les mensonges débités par la bourgeoisie se trouvent de plus en plus démentis par les faits, la fureur des anticomunistes de tout poil se déchaîne et ils mettent le paquet pour déverser encore plus de calomnies. Nous avons déjà connu cela quand le socialisme a triomphé en Russie, puis plus tard, en Chine.

Ces manifestations de rage impuissante sont le signe que la bourgeoisie est consciente de sa défaite, cela ne peut que nous réjouir.

Informations générales

UNE NOUVELLE
BROCHURE
EST PARUELA
QUESTION
DE

L'ENERGIE NUCLEAIRE



PRIX 5F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à
APN - Editions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

Nucléaire

La guerre des
trusts

Le marché des tubes en alliage de zirconium est à prendre. Ces tubes, qualifiés par les hommes de l'atome, de gaines, sont constitués en partie de pastilles d'uranium enrichi servant de combustible dans les centrales nucléaires.

Le marché français est actuellement fourni en tubes par le trust américain Westinghouse. Il est désormais question d'éliminer la firme française du marché. Deux trusts français sont en effet sur les rangs pour lui succéder et pour s'éliminer mutuellement.

Le premier est Pechiney

Ugine Kuhlman. En association avec Framatome, PUK va investir 100 millions de francs pour fabriquer des tubes en zirconium. Une usine serait construite à Paimpol. Sa construction commencerait avant la fin de 1978. PUK peut fournir la totalité du marché français dès 1982, soit 2 500 km de tubes par an.

L'autre requin, Vallourec, tubiste de formation, fabrique déjà de tels tubes et équipe Superphénix et Framatome. Vallourec fabrique 70 km de tubes en trois semaines et va investir 30 millions pour conquérir lui aussi le marché du tube.

Malgré un accident mortel

Le propriétaire ne voulait pas
réparer l'ascenseur

Depuis un an, les locataires d'un immeuble situé 192, avenue Daumesnil dans le 12^e arrondissement de Paris, se sont regroupés à la suite de l'accident mortel survenu à une fillette de cinq ans dans l'ascenseur de l'immeuble, le système de sécurité de l'ascenseur n'ayant pas fonctionné.

Ces locataires (une trentaine) se sont constitués en amicale pour obtenir une meilleure sécurité dans l'immeuble. Le mauvais fonctionnement de l'appareil, disent les locataires, avait été signalé à maintes reprises avant l'accident au

propriétaire, la société « Idéal Hôtel », mais sans résultat.

La société propriétaire ayant refusé de déduire des charges locatives celles concernant le fonctionnement de l'ascenseur — alors que celui-ci était immobilisé par des scellés — l'amicale intenta un procès qu'elle vient de remporter.

Après ce procès, la société « Idéal Hôtel » veut mettre en congé de leurs logements deux jeunes femmes locataires qui ont été à la pointe de cette lutte. Ce congé vise à démanteler l'amicale, ont déclaré celles-ci. La lutte continue.

Guingamp : l'affaire de St Servais

«Déraciner des
hommes et des sapins»

Le petit bourg de St-Servais, dans le centre Bretagne, est célèbre comme étant le pays natal du poète breton Anatole Le Braz, l'auteur de « La légende de la mort ». De nos jours, St-Servais vit justement cette mort, mais ce n'est plus une légende, c'est la triste réalité.

Cette région essentiellement rurale se dépeuple et on en arrive au seuil de la désertification. Ce n'est pas que la terre ne soit plus ingrate qu'ailleurs, ni les paysans moins travailleurs ! Non ! Toute cette zone rurale où prédomine la petite exploitation familiale, tournée vers la production du lait est condamnée par le système capitaliste, dans sa course aveugle au profit. Les petites exploitations disparaissent, les vieux meurent, les jeunes s'en vont « flics ou fonctionnaires » ou ouvriers dans les bagnes capitalistes.

Les terres ainsi dégagées comme disent les messieurs de la DDA (1), sont plantées en sapins, cette saloperie qui ruine la terre mais pousse très vite, donc a un apport rapide.

Seulement, les paysans des Côtes-du-Nord n'acceptent plus de faire la valise. Ils le montrent à Plouezec, avec l'affaire de Groas Froment, (Voir HR et La Faucille) ils l'ont montré au début avril en rendant visite à la direction de Négobouffeur à Pontriou, ils l'ont montré le 20 juillet 1975 à St-

Servais en arrachant les sapins.

Revenons à l'histoire des sapins.

Une société foncière, la société Fonges, achète il y a quelques années 43 ha de terres labourables, qu'elle plante en sapins. Près de là, il y a des terres en pente non-labourables, elle ne s'y intéresse pas. Dans ce coin de St-Servais, un certain nombre de jeunes dont des citadins, veulent s'établir comme paysans. Ils s'insurgent de cet accaparement des terres, soutenus en cela par des paysans.

Une manifestation est organisée le 20 juillet 1975 : 150 personnes sont là. En fin de journée, spontanément, ils envahissent la sapinière et arrachent 1 ha de sapins. Aussitôt, la gendarmerie s'en mêle, et une action en justice est déclenchée.

Huit personnes dont des Paysans-Travailleurs sont inculpées. Non sur demande de la société Fonges, mais sur demande du procureur de la République de Guingamp. Cette affaire passe en jugement le 28 octobre 1977 à Guingamp, le temps a passé, un jeune couple s'est installé sur 20 ha. Le tribunal rend, comme on dit, un verdict de clémence. Il déclare les accusés coupables, mais dispense de peine ! Il faut dire que trois cents personnes manifestent devant le tribunal ! Et qu'il ne fait pas bon condamner le syndicat Paysans-Travail-

leurs, qui, ici, est puissant.

C'est pourtant bien pour casser l'influence grandissante de celui-ci, pour transformer une action syndicale en délit de droit commun, que le procureur a monté cette affaire. Il va d'ailleurs faire appel à ce jugement du 28 octobre, ne le jugeant pas assez sévère. C'est donc une attaque politique et syndicale que mène le pouvoir bourgeois contre Paysans-Travailleurs et ses adhérents.

C'est la même attitude qui a prévalu pour l'affaire de Plouezec, qui elle, a encore une plus grande importance, puisque le conflit sur le terrain n'est toujours pas réglé et que les paysans « occupent » depuis deux ans un certain nombre d'hectares et les travaillent à leur compte.

Donc, les inculpés sont convoqués en appel le 9 mai à 14 h à Rennes. Ils appellent, avec Paysans-Travailleurs, à une manifestation sur les lieux-mêmes du procès. Dans ce but, ils demandent aux élus, maires, députés, etc. de se prononcer contre le principe de reboisement sur les terres labourables, et aux organisations syndicales et politiques de mobiliser leurs militants pour le procès de Rennes. Un autocollant de soutien sur le thème « Déraciner des hommes ou des sapins » est en voie de réalisation et un Fest-Noz sera organisé pour le soutien financier.

Lors de la conférence de presse du 13 avril à Guingamp, les inculpés ont notamment précisé que cette lutte contre le reboisement des terres labourables et la spéculation, ne fait que commencer. Des inculpés ont pris nettement à partie le système capitaliste, en dénonçant pdes opérations de spéculation, telles que celles de Kérien.

A cet endroit, plusieurs centaines d'hectares de sapins ont été achetés, selon eux, 350 millions, par un directeur de la coopérative agricole de Landerneau ! Dans la région de Ploerdut (56), un spéculateur parisien a acheté 300 ha de sapinière. Dernièrement, une société hollandaise recherchait des terrains de plantations sur Callac (22). C'est donc toute une offensive de spéculation foncière qui est en cours.

La défense des terres labourables, comme la lutte contre le remembrement autoritaire et dévastateur, la lutte pour le juste paiement du lait, de la viande, la lutte contre les cumulards est indissoluble de la défense des intérêts des petits paysans qui sont les premières victimes du système capitaliste, tout comme est indissoluble l'unité ouvriers-paysans.

Tous à Rennes le 9 mai à 14 h !

Unité ouvriers-paysans contre les spéculateurs et la justice bourgeoise !

(1) Direction départementale de l'agriculture.

800F par mois pour vivre !

Je vous envoie une photocopie d'une fiche de paie d'un ouvrier agricole, qui travaillait jusqu'au 1^{er} mars sur une ferme du Perche dans l'Orne.

Elle montre combien l'exploitation est grande pour cette catégorie de travailleurs.

Cet ouvrier travaillait 11 h 30 par jour, samedi et dimanche compris. Non seulement toutes ces heures sont loin d'être payées, mais celles qui sont déclarées sont toutes comptabilisées en heures normales. Je rappelle que les ouvriers agricoles bénéficient seulement depuis début 74 de la loi des quarante heures votée il y a plus de quarante ans le 21 juin 1936.

Il n'est payé qu'au SMIC, pourtant déclaré aide de culture, la convention collective des ouvriers agricoles fixe le montant horaire à 11,15F. Calcul fait, il devrait normalement percevoir près de 3 000 F net par mois. Ceci en raisonnant strictement

sur le plan financier. Car est-ce normal de priver un homme de tout moment de détente, de rencontre ?

Quand, en été, les animaux pouvaient être soignés plus rapidement, il fallait faire quelques heures de jardin chez les voisins afin d'arrondir les fins de mois pour mettre quelques litres d'essence dans la voiture.

Les travailleurs sont dans un terrible isolement, travaillant souvent chez des notables locaux « on n'ose pas parler, si tu veux te défendre, on te traitera tout de suite de communiste », disent-ils. Notre devoir à nous, communistes, c'est de les aider à rompre cet isolement. C'est un travail de longue haleine que nous devons entreprendre pour expliquer à ces travailleurs que leur force est dans l'action collective avec les autres ouvriers.

Combien de fois je peux entendre : « Nous, nous sommes considérés comme des bêtes car nous n'avons

même pas les mêmes droits que les autres ouvriers ».

Il faut savoir que quand la bourgeoisie fait du tapage sur les soi-disant lois en faveur des travailleurs manuels, aussi étonnant que ce-

pourquoi des amis sont venus nous voir. « Il faut des gens pour nous aider », disent-ils.

Camarades, vous qui êtes dans les campagnes, regardez autour de vous, il n'y a



la puisse paraître, ces lois ne concernent pas les ouvriers agricoles, car ceux-ci sont soumis à un code à part : le code rural et non le code du travail.

« Non, cette situation n'est pas normale ». C'est

pas qu'en région de « grandes cultures » que les ouvriers agricoles travaillent ; ailleurs aussi, ils sont là, et bien souvent ils sont ignorés tout comme les petits paysans.

Une camarade.

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

PLATE-FORME

La plate-forme qui est publiée ici et proposée aux comités locaux de l'UOPDP a été rédigée à partir des discussions et des indications du Comité d'initiative national qui s'est tenu récemment. Elle a pour but de préciser dans la situation nouvelle de l'après mars 1978, les bases politiques de l'Union.

— Plus que jamais, notre cadre de vie va se détériorer. Temps de transport interminables, logements exigus. Ces responsables de la marée noire sont prêts à laisser se développer les pollutions de toutes sortes secrétées par le capitalisme. Avec le patron du CEA comme ministre, les projets irresponsables, dans le domaine électronucléaire, menacent plus que jamais la sécurité de centaines de milliers de personnes.

— Pour imposer l'austérité, ils entendent s'attaquer aux libertés politiques : restriction du droit d'affichage, extension de l'ilotage, inculpation des responsables grévistes, attaques policières contre les usines occupées, répression des manifestations, expulsions de militants étrangers et de réfugiés politiques. Ils développent la collaboration avec la police et la justice de Schmidt et les autres polices européennes.

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE DISCRÉDITÉE

Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux super-puissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives comme dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus « DOM-TOM ».

L'envoi de troupes françaises au Liban, sous couvert de l'ONU, est une menace contre la Résistance palestinienne.

Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

Giscard a momentanément raffermi quelque peu ses positions. Mais il n'est pas en mesure de les stabiliser, dans l'immédiat, en réalisant cette entente avec la social-démocratie dont il rêve depuis 1974. La coalition gouvernementale reste divisée et redoute le troisième tour social : celui des luttes.

Car la défaite de la gauche, ce n'est pas la défaite des travailleurs.

LA DÉFAITE DE LA GAUCHE, CE N'EST PAS LA DÉFAITE DES TRAVAILLEURS

Si le Programme commun, présenté depuis six ans comme la réponse à nos aspirations, est mort, c'est qu'il s'est révélé comme un compromis de façade : d'un côté, le PS cherchait à réaménager le capitalisme pour mieux gérer la crise et mieux appliquer l'austérité ; de l'autre, le PCF voulait obtenir le maximum de nationalisations et de ministres pour, une fois installé, aux postes de commande, tenter d'imposer un régime capitaliste bureaucratique d'État.

L'Union de la gauche s'est disloquée : l'accord électoral du 13 mars a montré que le seul point d'accord entre les partis de gauche, c'était leur mépris des masses et leur volonté d'arriver chacun au pouvoir pour en évincer l'autre, le moment venu.

Ni le PS ni le PCF n'ont, pour le moment, de perspectives crédibles à offrir.

Le PS n'a pas viré à droite. Il n'a jamais cessé d'être un parti de la bourgeoisie. Il se divise et hésite maintenant : va-t-il conserver un semblant d'Union de la gauche en attendant 1981 ? Va-t-il s'orienter vers la formation d'une coalition avec Giscard ?

Les élections de mars 1978 n'ont rien réglé. Les partis de gauche n'ont pas gagné. Les partis de droite n'ont pas perdu. Mais, d'un côté comme de l'autre, ils sont, plus que jamais, incapables de proposer une solution pour sortir de la crise la plus grave qu'ait connue notre pays depuis la guerre. C'est le système qui a fait son temps.

AGGRAVATION DE L'AUSTÉRITÉ

A droite, en fait de changement, Giscard n'a su trouver que Barre pour succéder à Barre. Leurs plans sont préparés de longue date : ils s'imaginent, les élections passées, avoir les coudées plus franches pour imposer la poursuite et l'aggravation de leur politique d'austérité.

— Dans les mois qui viennent, ce sont un demi-million de chômeurs supplémentaires qui sont officiellement programmés. Les truquages gouvernementaux d'avant les élections n'ont plus cours.

Déjà, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont annoncées dans la sidérurgie, le textile, dans les services publics.

Moins que jamais, il n'y a de perspectives d'emploi pour les jeunes au sortir de l'école, pour les femmes, systématiquement encouragées à rester au foyer, pour les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et pour les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les mesures sont prises pour que des milliers de paysans continuent, chaque année, à être chassés de leurs terres.

— Ils promettent quelques miettes et l'ouverture sociale. Mais leur politique de fond, c'est la compression, le blocage des salaires. Et déjà, un nouveau train de hausses des prix est entré en application.

— Plus que jamais, la course au profit va continuer à assassiner, chaque jour, au chantier et à l'usine, à provoquer, chaque année, plus d'un million d'accidents du travail, à faire mourir des milliers de travailleurs de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues.

Pour le PCF, l'échec de mars 1978, c'est l'échec d'au moins quinze années de stratégie d'Union de la gauche, alors que Marchais continue à déclarer qu'il n'a aucune autre stratégie de rechange. Nombre de militants du PCF s'interrogent et se demandent, à juste titre, si ce parti n'est pas devenu complètement étranger aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

A quoi a servi cette stratégie ? A freiner, à morceler nos luttes, parce qu'il fallait attendre 1973, attendre 1978. A laisser passer, sans riposte conséquente, les plans d'austérité de la bourgeoisie et les mesures répressives qui les ont accompagnés. Non, décidément, il n'y a rien à attendre de ces partis, qu'ils arrivent ou non à replâtrer leur désunion.

Les élections, dans ce système, n'ont jamais rien changé pour les travailleurs. C'est seulement par la lutte, par de grands mouvements comme en 1936 ou en 1968 que les travailleurs ont pu faire reculer la bourgeoisie.

La seule issue, c'est la voie de la lutte. Il faut nous préparer à des luttes d'ampleur, et pour cela, nous organiser de façon autonome par rapport aux partis de gauche :

Sans attendre 1981. Sans attendre 1983. Sans attendre un an pour exiger le SMIC à 2 500 F. Sans faire aucune confiance à la politique contractuelle que le gouvernement voudrait mettre en place avec les syndicats.

S'ORGANISER INDÉPENDAMMENT DES PARTIS DE DROITE ET DE GAUCHE

Comment s'organiser ? Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire de poursuivre les

premiers pas déjà accomplis dans la constitution de cette force et de développer les initiatives en ce sens.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à nouveau à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer et éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— Construire une force de plus en plus capable d'organiser et de consolider le mouvement révolutionnaire des masses.

Mais l'horizon de nos luttes ne peut en rester là. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme, c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

ABATTRE LE CAPITALISME

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'État bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classe.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis-à-vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néo-colonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples.

— C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

• Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

• Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

UOPDP

— 3, rue Jean Robert - 75018 - Paris

Tél : 607 23 75

Soutien financier — Envois à JL Raboutet -
No 42 121 V - Agence GN 874 du Crédit Lyonnais -
centre commercial du Luth. - 92230 - Gennevilliers.

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité rouge
publient simultanément, chaque semaine, ces pages
prises en mains par l'Union ouvrière et paysanne
pour la démocratie prolétarienne.

Les plans de la bourgeoisie

Le premier plan acier (II)

QUELLES SONT LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT ?

— 1) Trouver un moyen pour atténuer ou carrément effacer la dette de la sidérurgie afin que les nouveaux emprunts ne servent pas à rembourser les anciens emprunts mais à financer la modernisation des installations (fermeture des installations vétustes, investissement dans de nouvelles techniques).

Pour réaliser ce but, une possibilité fait actuellement son chemin parmi le patronat et les fonctionnaires du gouvernement qui entourent Giscard et Barre, et qui est à l'étude, en France comme en Belgique, c'est la perspective d'une prise de participation de l'État dans le capital des entreprises sidérurgiques.

Le patronat et la commission européenne de Bruxelles y sont maintenant favorables car cela permettrait d'éponger la dette, d'épauler les investissements, en faisant payer le déficit du secteur sidérurgique par les contribuables, tout en préservant les super-profits monopolistes à la classe bourgeoise.

Le porte-parole de M. Davignon, responsable de la commission européenne, a déclaré : « On ne va pas échapper à ce que l'État transforme ses créances en participation. Dans quelles conditions, cela reste à déterminer ».

En France, du point de vue politique, cette « prise de participation de l'État » permettrait une « ouverture » de Giscard vers le Parti socialiste, partisan de cette formule de transformation du secteur sidérurgique en monopole d'État, à l'image de ce qui se fait déjà à la SNCF.

— 2) Poser le problème au niveau européen car le patronat estime que, face à la situation de crise qui a encore exacerbé la concurrence internationale entre les puissances capitalistes, un pays comme la France ne peut tenir tête seul.

D'autant plus, qu'à un niveau plus ou moins important, les pays de l'Europe des Neuf sont confrontés aux mêmes problèmes.

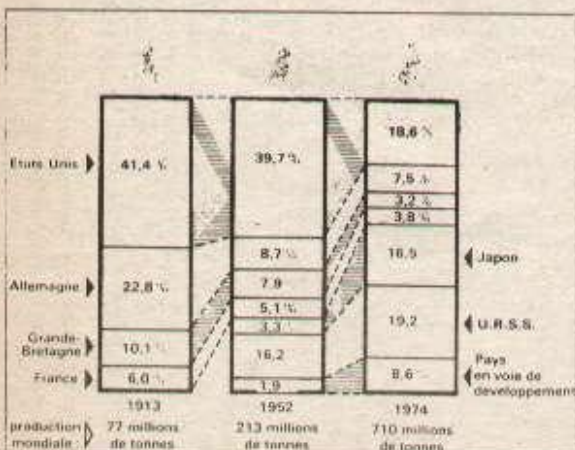
Au Bénélux, sur 51 000 sidérurgistes, 7 000 emplois ont déjà été supprimés. 7 000 autres seront supprimés de 1978 à 1980. D'ici 1985, 10 000 emplois devraient être supprimés pour augmenter la productivité de 2 % et 24 000 si l'on voulait augmenter la productivité de 4,8 % par an.

Dans la Sarre, sur un effectif de 33 000 personnes, 8 800 emplois seront supprimés d'ici 1983. Dans la Ruhr, le groupe Thyssen veut réduire sa capacité de production et fermer certaines unités.

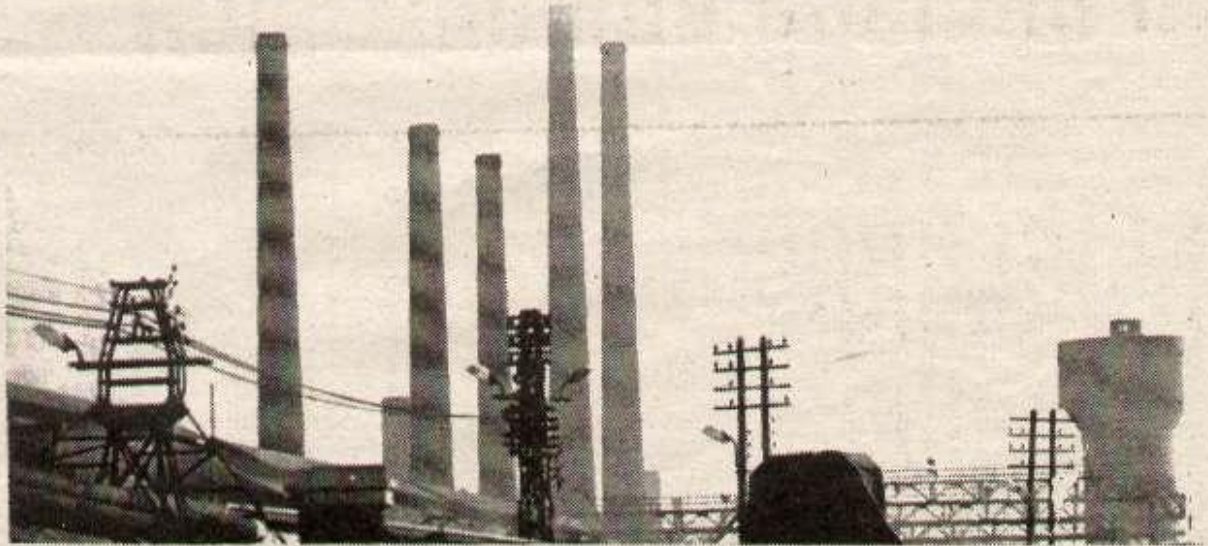
En Grande-Bretagne, sur un effectif de 190 000 personnes, 40 000 emplois seront supprimés dans les années à venir, dont 15 000 en 1978, permettant d'élever la productivité du travail et le remplacement des ouvriers par les machines.

PATRONAT ET GOUVERNEMENT VEULENT REGLER LE PROBLÈME AU NIVEAU EUROPÉEN

Pour ce faire, ils veulent développer l'Europe de l'acier, qui est une union monopoliste internationale.



Le déclin des producteurs traditionnels.



Les hauts fourneaux Usinor à Denain.

nale visant à la fois à s'opposer à la concurrence féroce des « grands » de l'acier (URSS, USA, Japon), à s'opposer aux nouveaux producteurs d'acier du tiers monde, à défendre le marché intérieur en fixant des prix monopolistes, en délimitant les marchés de vente, en limitant les quantités produites, etc.

CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

Au niveau européen, lors du sommet de Bruxelles consacré à l'acier, a été établi, les 19 et 20 décembre 1977, un plan anti-crise acier, ou « plan Davignon », entré en application au début de l'année 1978.

Afin de se réserver le marché européen, on a vu, de la part de la bourgeoisie monopoliste européenne, l'augmentation des barèmes du prix de l'acier, le contrôle du niveau des prix (afin de s'opposer, par exemple, au Japon dont les prix sont inférieurs), la limitation des importations et les contingentements des produits importés par la CEE. De plus, ce plan prévoit une hausse des prix des produits de 15 % pour 1978.

AUJOURD'HUI, LE PATRONAT VEUT ALLER PLUS LOIN

Il s'agit, au niveau européen, d'harmoniser à la fois la production, les restructurations et les investissements, pour aboutir en fin de compte à une sorte de « supermonopole » (Lénine) européen de l'acier, par-delà les frontières nationales.

HARMONISATION DES PRODUCTIONS ENTRE LES DIVERS PRODUCTEURS D'ACIER EN EUROPE

La Commission de Bruxelles se déclare très favorable à une restructuration de la sidérurgie lorraine en dehors d'un cadre exclusivement national. Il s'agirait d'aboutir à des ententes et des accords de productions entre les monopoles sidérurgiques lorrains, sarrois, luxembourgeois et belges. Selon la Commission de Bruxelles, cette stratégie d'harmonisation, de concentration, devrait être élaborée par le gouvernement français et non par le seul patronat : d'où l'idée d'une participation de l'État au capital de la sidérurgie.

Ces échanges de production, s'ils se réalisent, aboutiraient à une harmonisation des restructurations. Harmonisation des productions et des restructurations : l'objectif est une division du travail et des profits, une répartition du marché dans le domaine de la sidérurgie entre les divers groupes monopolistes européens.

HARMONISATION DES INVESTISSEMENTS

Le patronat de la sidérurgie en France, comme en Allemagne et en Belgique, est favorable à

cette évolution. Il s'agit de lancer, par le biais de la CECA, un grand emprunt qui serait ensuite ventilé sur l'ensemble des groupes sidérurgiques européens, afin de pouvoir financer les divers plans d'investissements, de reconversion et de licenciements.

De nombreux experts considèrent aujourd'hui que, dans les années à venir, la consommation d'acier progressera beaucoup moins vite que par le passé. L'harmonisation des investissements des restructurations et de la production vise à coordonner tant au niveau national qu'europpéen, la production à la consommation, de rétablir l'équilibre et de résoudre la contradiction entre l'offre et la demande, en quelques mots, de mettre provisoirement fin à l'état de crise capitaliste sur le dos du peuple travailleur.

Trois problèmes s'offrent à cette Europe de l'acier :

— D'une part, le problème de l'« indépendance nationale » : par exemple, en France, certaines fractions de la bourgeoisie, représentées par les dirigeants du RPR ou du PCF, s'opposent à cette solution européenne à la crise capitaliste et proposent d'autres solutions de sauvetage du capitalisme, dans un cadre « national » ou non, tel le capitalisme bureaucratique d'État, à la sauce Marchais.

— D'autre part, malgré l'entente, il demeure entre les monopoles européens une concurrence sauvage pour accaparer le maximum de profits ; le développement technologique des industries sidérurgiques entre elles est inégal, certaines sont plus modernes, plus compétitives (comme celles de RFA) et l'écart, dans le cadre de l'Europe de l'acier, risque de s'accroître aux dépens des plus faibles, engloutis par les plus forts. Si, face à la concurrence internationale, l'union est indispensable pour préserver les profits, certaines bourgeoisies la font, contraintes et forcées, comme un ultime recours.

— Enfin, le troisième problème est celui de la restructuration et des licenciements des travailleurs. Par exemple, voici l'évolution de l'emploi en Lorraine :

	1968	1971	1975	1977	1978
Sidérurgie	89 686	90 841	84 154	81 403	73 682
Mines de fer	13 046	10 671	8 854	8 038	7 118

Les plans de la bourgeoisie prévoient, pour 1980, en cas de basse conjoncture, avec des réductions de la durée du travail de trois heures par semaine, l'effectif de la sidérurgie à 64 700 personnes, et en cas de moyenne conjoncture, avec des réductions de la durée du travail d'une heure par semaine, à 62 300 et 68 000 pour la fin 1979.

Aussi, afin de régler ce problème, d'augmenter leurs profits en faisant payer la crise aux travailleurs, les capitalistes français élaborent actuellement, dans la sidérurgie, un second un plan de licenciements.

Suite de notre dossier dans la prochaine édition.

Quelques réflexions sur la bombe à neutrons

La France posséderait la bombe à neutrons. L'information n'est pas officielle, elle est même contestée. Elle fait toutefois couler beaucoup d'encre.

La bombe N se présente comme une arme défensive, anti-char notamment. Particulièrement meurtrière, c'est une arme anti-char par excellence, disent certains ; arriérée, elle aurait été efficace lors de la Seconde Guerre mondiale, déclarent d'autres. Toujours est-il que la bombe à « radiation renforcée » a suscité, par son caractère meurtrier et le fait qu'elle détruit la vie, mais non le matériel, une vive émotion. Il est normal que les peuples du monde et le peuple français, profondément attachés à la paix, s'inquiètent de cette prolifération sans cesse grandissante d'armes sans cesse plus dangereuses.

Mais il faut aller plus loin dans la réflexion. Aux mains de qui sont aujourd'hui les principales armes, les plus destructrices ? Aux mains des USA et de l'URSS. Et cela même si ces deux superpuissances ont décidé, pour des raisons de tactique militaire, de ne pas inscrire la construction d'armes à neutrons dans leur arsenal militaire (pour les USA, la construction en est seulement retardée).

Ces deux superpuissances agressives ne placent pas leurs capacités militaires énormes dans cette arme défensive. En aucun cas, cela ne peut nous faire oublier tout leur énorme potentiel prêt à déclencher une guerre mondiale impérialiste.

On est bien loin de la bombe à neutrons française, direz-vous ? Oui et non. Car, c'est bien dans ce contexte qu'il faut voir les choses.

Que le gouvernement français se dote d'un certain armement défensif ne peut laisser personne indifférent, dans la mesure où il existe aujourd'hui un danger de guerre d'invasion qui pèse sur l'Europe, objet de la convoitise des deux superpuissances, et surtout de l'URSS, même si par ailleurs, nous n'avons aucune confiance dans la volonté de résistance du gouvernement français face à une telle agression ; même si, par ailleurs aussi, nous savons par expérience que dans une guerre, ce qui détermine, en fin de compte, l'issue du conflit, ce n'est pas la capacité matérielle, nucléaire ou autre, mais la mobilisation du peuple.

C'est ce que nous apprend l'histoire des luttes de libération victorieuses dans le monde entier, comme aussi la résistance à l'envahisseur fasciste en 1939-1945.

Ne faut-il pas aussi se méfier de la campagne, aussi soudaine que virulente, lancée dans les colonnes de l'« Humanité » contre la bombe à neutrons française. Pourquoi ce même journal n'a-t-il jamais lancé et ne lancera-t-il jamais une telle campagne contre l'armement agressif soviétique ? Pourquoi les dirigeants du PCF osent-ils dire que l'armement offensif russe et son potentiel énorme sont des gages de paix dans le monde ? En faisant cela, ils jouent le jeu de Moscou qui est, plus que jamais, le plus grand danger pour la paix dans le monde.

Panique en Italie

- Aldo Moro serait vivant
- La Démocratie chrétienne fait dire une messe pour son président
- Echanges de coups de poing à la Chambre des députés

Aldo Moro serait toujours en vie, c'est ce que semble confirmer une photo de lui tenant un journal daté du 19, un communiqué des Brigades rouges qualifié d'authentique celui-là (et dénonçant les bruits précédents annonçant la mort de Moro) et une lettre.

En Italie, toutes les organisations politiques traditionnelles, de la Démocratie chrétienne au PC italien sont sur le pied de guerre, l'agitation fébrile a gagné les organisations humanitaires, religieuses, etc.

Le communiqué No 7 des Brigades rouges annonce en effet un ultimatum : la liberté d'Aldo Moro contre la libération de tous les « prisonniers communistes » et ce, dans un délai de 48 heures à partir de jeudi.

Sitôt l'annonce de ces exigences de la mafia politique liée aux agences d'espionnage que sont les Brigades rouges, ce fut la panique à la Chambre des députés. Les députés ont quitté l'hémicycle, se sont mis à courir dans les couloirs. Un incident a opposé Tromba-

dori, député du PCI, et Pintar, député du « Manifesto » un autre parti de gauche, accusé par son collègue d'avoir signé avec des évêques un appel à la négociation avec les Brigades rouges. Pintar a reçu un coup de poing en pleine figure, tandis que d'autres députés essayaient de s'interposer...

« Nous éprouvons dans notre chair le terrible conflit entre le soulagement de savoir l'ami Moro en vie et l'angoissante interrogation sur les comportements à

adopter pour que sa vie soit sauvée », a écrit vendredi « Il Popolo » organe de la Démocratie chrétienne. « Nous espérons qu'une voie d'issue sera trouvée » précise l'article.

Sur ces belles paroles, les dirigeants de la DC sont entrés en contact avec le Pape et ont assisté à une messe pour la libération de leur président...

Entre des politiciens bourgeois ridicules et les gangsters politiques des Brigades rouges, l'Italie connaît vraiment la crise !



La poignée de main historique entre Aldo Moro et Berlinguer.

CONGRES DE LA FSM

« La déclaration universelle des droits syndicaux », l'un des deux documents soumis à l'approbation des congressistes a été adoptée à l'unanimité et presque sans retouches aux commissions. C'est la CGT qui est à l'origine de ce document. Il se présente comme une proclamation énumérant les droits des travailleurs et des syndicats « dans la société, dans l'entreprise et dans les relations internationales ».

SYNDICATS RUSSES

La confédération internationale des syndicats libres dont fait partie la CFDT « examinera le cas des travailleurs russes qui essaient de former un syndicat libre en Union soviétique ». L'examen de cette question aura lieu du 18 au 19 mai prochains. Le secrétaire général de cette confédération a exprimé sa préoccupation pour « les fondateurs de ce mouvement qui ont été mis en prison ou sont retenus dans des hôpitaux psychiatriques » en URSS.

FOOT-BALL

L'équipe de football de la Chine populaire est en ce moment en tournée au Pérou. Mercredi soir, l'équipe chinoise a battu le club péruvien de première division « Juan Aurich » par 3 à 1. Les 10 500 spectateurs présents ont fortement applaudi cette seconde victoire de la formation chinoise au Pérou. Ce week-end, l'équipe chinoise devrait rencontrer l'équipe nationale péruvienne.

500 PAYSANS CONTRE LE CRÉDIT AGRICOLE

Jeudi, 500 paysans des environs de la Drôme ont empêché la vente aux enchères de 9 ha de terre saisies par le Crédit agricole de Montolieu. Les paysans protestent contre l'attitude du Crédit agricole et notamment la mise aux enchères de 40 000 F, prix excessif : « Nous nous sommes opposés à la vente aux enchères de notre outil de travail à un prix sans commune mesure avec le revenu que nous pouvons en tirer (...) Aujourd'hui, seule l'action collective permet l'attribution des terres à ceux qui en ont le plus besoin ».

SPÉCIAL POLLUTION

AU JAPON, cent douze des 5 900 victimes de la pollution de l'air dans la ville d'Osaka, ont porté plainte contre l'État, dix entreprises industrielles et une société de voirie pour avoir évacué ou laissé évacuer dans l'air des fumées nocives.

EN FRANCE, la centrale nucléaire « Bugey 2 » a été mise en service dans l'Ain. C'est la troisième centrale de la filière à eau pressurisée et à uranium enrichi à diverger, après les deux réacteurs du site de Fessenheim mis en service l'an dernier.

SUR LES COTES DU BRÉSIL ET DE L'URUGUAY, l'eau est gravement polluée. On a trouvé des tonnes de poissons morts près de Santos. A Santa Victoria 120 travailleurs qui étaient sur une digue ont été atteints de maladies et l'un d'eux est mort.

EN SUISSE, le Conseil national a modifié la loi sur les centrales nucléaires, modifiant les pouvoirs des promoteurs. Ceux-ci devront prouver que la centrale à construire est indispensable et que l'élimination des déchets radioactifs est réalisable de manière sûre. Reste à voir comment le gouvernement bourgeois suisse appliquera cette loi.